

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 8 FEVRIER 2017**

FN/RT

**OBJET : 2.5. – ADMINISTRATION GENERALE –
DIAGNOSTIC AMIANTE (RESEAUX, REVÊTEMENTS, ...) –
ACCORD-CADRE PRESTATIONS DE SERVICES -**

L'an deux mille dix-sept, le huit du mois de février à dix heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat.

Etait absent excusé :

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat.

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI.

**OBJET : 2.5. – ADMINISTRATION GENERALE –
DIAGNOSTIC AMIANTE (RESEAUX, REVÊTEMENTS, ...)
ACCORD-CADRE PRESTATIONS DE SERVICES -**

Envoyé en préfecture le 15/02/2017

Reçu en préfecture le 15/02/2017

Affiché le



ID : 007-250700267-20170208-2017BS020005-DE

Le syndicat est appelé à réaliser de plus en plus des diagnostics amiante sur les ouvrages (station d'épuration ou réservoir notamment) mais également sur les réseaux, en particulier d'assainissement, avant renouvellement. Des diagnostics sur les revêtements de voirie sont aussi nécessaires. La réglementation « amiante » s'étant renforcée, les travaux en présence d'amiante doivent être répertoriés et signalés aux entreprises afin de respecter la sous-section 3 et/ou 4 du décret du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

Les dépenses engagées ces trois dernières années sont relativement modestes : 6 637.11 € HT en 2014, 6 415 € HT en 2015 et 1 645.33 € HT en 2016.

Il s'agit aussi de prestations sur lesquelles il est nécessaire d'être plus réactif. Il est proposé de mettre en place un accord cadre à bon de commande. Les prestations se décomposent en 4 phases :

- Déplacement et visite sur site
- Prélèvements
- Envoi d'analyses en laboratoires agréés
- Interprétation des résultats et rédaction d'un rapport

Pour la consultation des entreprises, le mode de dévolution et les critères de choix doivent être arrêtés. Il est proposé de lancer la consultation selon une procédure adaptée, portant sur l'ensemble du territoire pour des travaux divers sur les réseaux du SEBA production eau potable et du SEBA distribution et les réseaux du SEBA assainissement collectif.

Le bureau syndical est amené à délibérer sur les propositions suivantes :

- Décider de faire appel à une technique particulière d'achat, celle des accords-cadres définis aux articles 78 et suivants du décret du 25 mars 2016. Il sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande ;
- Décider d'un accord-cadre mono-attributaire ;
- Décider que le mode de passation du marché sera une procédure adaptée ;
- Lancer la consultation du marché de prestations de service, avec les principes suivants :
 - Marché pour une durée de 1 an, renouvelable 2 fois ;
 - Montant minimum annuel : 0 € HT (eau potable et assainissement) ;
 - Montant maximum annuel : 25 000 € HT (eau potable et assainissement) ;
 - Consistance des prestations telles que présentées ci-dessus ;
 - Bordereau des prix unitaires vierge à compléter par les candidats ;
 - Un devis estimatif à compléter par les candidats afin de donner une idée aux candidats du type de prestations et de pouvoir comparer les offres ;
- Décider des critères de sélection sur la base de la proposition suivante :
 - Prix des prestations analysées à partir du devis estimatif (pondération 60 %) ;
 - Note méthodologique (notamment le rendu du rapport) (pondération 20 %) ;
 - Délai d'intervention à partir de l'émission de la commande (pondération 20 %) ;
- Autoriser le président à faire toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre dans le cadre de l'économie générale présentée ci-dessus.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL